

Convention collective

IDCC : 1885. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(CÔTE-D'OR)**

(1^{er} septembre 1995)

(Bulletin officiel n° 1996-2 bis)

(Etendue par arrêté du 13 mai 1996,
Journal officiel du 23 mai 1996)

■ *Journal officiel* du 9 février 2010

**Arrêté du 29 janvier 2010 portant extension d'un avenant à la
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques,
électriques et connexes de la Côte-d'Or (n° 1885)**

NOR : MTST1002970A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 13 mai 1996 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
21 août 2008, portant extension de la convention collective des industries
métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de la Côte-d'Or du
1^{er} septembre 1995, et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'avenant n° 2009-01 du 6 octobre 2009 (annexes 1 et 2) relatif aux
rémunérations minimales garanties annuelles, aux rémunérations minimales
hiérarchiques et à la valeur du point de la convention collective nationale
susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 18 décembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de la Côte-d'Or du 1^{er} septembre 1995, tel qu'étendu par arrêté du 13 mai 1996, les dispositions de l'avenant n° 2009-01 du 6 octobre 2009 (annexes 1 et 2) relatif aux rémunérations minimales garanties annuelles, aux rémunérations minimales hiérarchiques et à la valeur du point de la convention collective nationale susvisée.

L'article 2 et l'annexe 2 sont étendus sous réserve des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/48, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).